

Orientations et propositions du PS en matière de politiques de l'énergie, agricole, de nouvelles technologies et pour la protection de l'environnement, de la nature et de la biodiversité¹

Propositions du PS en matière de politique de l'énergie

Notre consommation croissante d'énergie nous met au pied du mur : les sources d'énergie fossiles (pétrole, gaz) ne sont pas inépuisables et les émissions de carbone (CO²) menacent l'équilibre global de la planète.

Pour le PS, un profond changement de mentalités s'impose. L'énergie la moins chère et la plus propre, c'est celle qu'on ne consomme pas. La priorité absolue est donc encourager tous les citoyens à réduire leur consommation d'énergie, à la fois pour augmenter leur pouvoir d'achat et pour lutter contre le réchauffement climatique.

L'accès à l'énergie est par ailleurs une des principales causes des inégalités écologiques. Pour le PS, chaque citoyen doit donc contribuer à l'effort global de réduction de la consommation énergétique et des émissions de CO² en fonction de ses possibilités. C'est l'objectif de l'écologie sociale qu'incarne le PS et qui apporte une réponse à la fois efficace, réaliste et équitable à ce défi majeur.

Le PS veut lancer une stratégie ambitieuse qui permette de réduire nos émissions nationales de gaz à effet de serre de 80% à 95% d'ici 2050. Pour y parvenir, le PS entend notamment mettre en œuvre un grand plan de rénovation des logements privés et publics ainsi que de l'ensemble des bâtiments (publics, tertiaires et industriels) afin d'améliorer leur efficacité énergétique et viser à une utilisation rationnelle et durable de l'énergie.

Concrètement, le PS propose également :

- de créer un « guichet énergie » dans chaque commune pour informer les habitants, propriétaires et locataires, sur toutes les primes, les prêts et autres réductions fiscales, et fournir des conseils énergétiques ;
- d'accroître la communication relative à ces aides et autres mesures d'efficacité énergétique et de mieux coordonner les efforts avec les autres niveaux de pouvoirs, afin de fournir une information complète ;
- de réaliser une évaluation globale de toutes les primes disponibles en Région wallonne en matière d'énergie afin :
 - de classer les primes en fonction de leur rapport coût-efficacité énergétique et de leur accessibilité aux personnes les plus sensibles aux augmentations des coûts énergétiques ;
 - de moduler sur la base de cette évaluation certaines primes en fonction des revenus et de la composition des ménages ;
 - d'actualiser la liste des primes conditionnées à la réalisation d'un audit énergétique afin de veiller à ce que les travaux subsidiés soient bien prioritaires en termes d'efficacité énergétique ;

¹ Il s'agit bien entendu d'un aperçu assez large de nos propositions. Vous pouvez retrouver les programmes complets du PS à l'adresse suivante : <http://www.ps.be/elections2009/>.

- de renforcer la cohérence avec les primes et dispositifs fédéraux.
- d'accélérer le versement de la prime au bénéficiaire une fois les justificatifs remis à l'Administration ;
- de favoriser l'achat ou la construction de maisons passives (maisons dont la demande énergétique totale pour le chauffage et le refroidissement des pièces ne dépasse pas 15 kWh/m² de superficie climatisée et dont la perte d'air ne dépasse pas 60 % du volume de l'habitation par heure) par la diminution du taux de TVA sur ces maisons et la suppression des droits d'enregistrement liés à l'acquisition de telles maisons.
- que d'ici à 2014, au moins 50 % de logements sociaux aient été adaptés pour réduire leur consommation d'énergie sur base d'un audit énergétique. Concrètement, le PS propose de lancer un grand plan de rénovation énergétique du logement public, en recourant le cas échéant au mécanisme du tiers investisseur.
- de rendre faibles en émissions de carbone toutes les nouvelles constructions régionales ;
- de mettre en œuvre au sein de l'Administration une stratégie globale de gestion énergétique des bâtiments publics régionaux et locaux (en ce compris les organismes d'intérêt public), incluant des objectifs chiffrés de réduction de la consommation d'énergie et d'émission de gaz à effet de serre, la définition de cahiers de charges-type, la mise en place progressive d'un système de comptabilité énergétique, la réalisation d'audits énergétiques, l'affichage de l'évolution des performances et consommations énergétiques et le pilotage de travaux économiseurs d'énergie financés notamment par le tiers investisseur. Ce service administratif régional pourra compter sur l'expertise fédérale de FEDESCO et servir de centre de connaissances pour les communes et les provinces ;
- d'intégrer des critères énergétiques dans les cahiers des charges des Administrations régionales ainsi que des organismes et sociétés publics qui en dépendent ;
- de poursuivre et d'amplifier les aides octroyées grâce au mécanisme UREBA (Utilisation Rationnelle de l'Energie dans les Bâtiments) pour les investissements économiseurs d'énergie dans les bâtiments des Administrations locales, les écoles, les crèches, et les locaux du monde associatif.

Par ailleurs, l'Union européenne a fixé à 13 % la part d'énergies renouvelables que la Belgique doit produire d'ici 2020, en fonction de ses possibilités. Le PS entend bien que les régions wallonnes et bruxelloises jouent un rôle de premier plan pour atteindre cet objectif, dans la continuité de ce qui a été fait.

Il s'agit également d'une façon de réduire la dépendance énergétique de la Belgique, vis-à-vis de l'étranger. Cela permettra de réduire l'émission de gaz à effet de serre et de lutter contre le changement climatique. Enfin, le domaine des énergies renouvelables est un secteur d'avenir qui possède une haute valeur technologique ajoutée et un potentiel de développement. Il est important d'investir dans le cadre de l'alliance emploi-environnement prônée par le PS.

Le développement des énergies renouvelables doit se faire toutefois de façon rationnelle et planifiée, et s'intégrer harmonieusement dans le paysage et la société. Il faut également viser des objectifs réalisables, financièrement et techniquement, en sachant que le potentiel belge n'est pas exceptionnel (d'où l'objectif européen de 13%) et que la priorité est donnée à la réduction des consommations. Bien entendu, s'il y a moyen de faire mieux que 13%, cela sera bienvenu.

À ce propos, Edora, la fédération professionnelle du secteur des énergies renouvelables, a estimé dans une étude récente², qu'en utilisant pleinement les possibilités offertes par les énergies renouvelables, on arriverait à 17,7% maximum d'énergies renouvelables dans la consommation finale en 2020 en Wallonie.

Concrètement, le PS propose :

- d'évaluer et réformer les aides dans le domaine des énergies renouvelables afin d'encourager celles qui présentent le meilleur rapport coût/efficacité énergétique et soutenir les secteurs en développement ;
- de cartographier et planifier les zones de développement potentiel des énergies renouvelables, afin notamment de veiller à une intégration paysagère plus harmonieuse et rationnelle du parc éolien ;
- de développer des actions pour les propriétaires de gros bâtiments (bâtiments publics, logements sociaux,...) et pour les regroupements de propriétaires ;
- d'encourager la participation citoyenne dans la production d'énergies renouvelables (par exemple via des sociétés coopératives citoyennes) ;
- de répertorier les puits de chaleur en Wallonie et d'encourager la demande en chaleur issue de la géothermie (par exemple en favorisant les réseaux de chauffage urbain) ;
- de contribuer aux développements des biocarburants de deuxième génération, tout en examinant si la totalité du processus rencontre les objectifs de durabilité ;
- de faciliter l'installation de productions d'énergie renouvelable en assouplissant les modalités de paiement des coûts de raccordement aux réseaux. Aujourd'hui, de trop longs mois s'écoulent entre la demande de raccordement et le raccordement effectif alors que l'intégralité du coût du raccordement est payable à la commande. Il est proposé de limiter l'acompte à la commande à 50 % des coûts.

² L'étude DYSE – dynamisme économique du secteur des énergies renouvelables - réalisée par Ecores et coordonnée par EDORA (mai 2009).

Propositions du PS en matière de politique agricole

Le secteur agricole évolue dans un contexte de libéralisation et de mondialisation des échanges. Dans ce cadre, les exploitations de type familial éprouvent de grandes difficultés à nouer des relations équilibrées avec les autres maillons de la filière. Les agriculteurs éprouvent de plus en plus de difficultés à cause des fluctuations du marché. En effet, on constate que les marchés des denrées agricoles ont des cycles de plus en plus courts et de plus marqués. En quelques semaines, les prix du lait ou des céréales peuvent fluctuer de manière importante. Le monde agricole, composé majoritairement de gens passionnés par leur métier, soucieux de la qualité, de la santé et de la solidarité risque de lentement disparaître s'il ne bénéficie d'un soutien solide et durable des pouvoirs publics.

Pour le PS, le défi des prochaines années est d'inscrire plus encore l'agriculture dans le cadre des attentes de la société et particulièrement celles relatives à la qualité des produits et au respect du milieu naturel. L'agro-industrie constitue également un secteur important de créations d'activités et d'emplois qui s'étend de la production de matières premières de qualité à celle de produits à haute valeur ajoutée.

Pour le PS, la stratégie de développement de l'agriculture doit rencontrer les priorités suivantes :

- La dimension humaine et sociale, privilégiant l'exploitation familiale et les jeunes et soutenant la création d'emplois directs et indirects confortés par un statut social approprié ;
- La dimension multifonctionnelle par la reconnaissance de nouvelles missions confiées à l'agriculture, telles que la préservation des écosystèmes, le développement de l'économie rurale, la promotion de produits de qualité différenciée et de l'artisanat ... ;
- La dimension économique avec la création de valeur ajoutée accrue, équitablement répartie entre les différents maillons des filières ;
- La dimension territoriale et environnementale visant à ancrer l'agriculture dans ses terroirs.

Concrètement, le PS propose pour :

1. Soutenir les exploitations

Le PS veut soutenir les exploitations agricoles et propose :

- **d'alléger la charge administrative** qui pèse sur les exploitants, tant en ce qui concerne les investissements qu'en matière de contrôles sanitaires et environnementaux ;
- d'appuyer le dispositif de **détection précoce** des exploitations en difficultés et de renforcer leur encadrement dans les domaines économique, social et psychologique ;
- de rationaliser l'intervention des différents acteurs actifs dans l'encadrement des exploitations afin d'en augmenter l'efficacité globale

(notamment en renforçant la taille critique et la pérennité des structures, en privilégiant les missions horizontales à l'échelle de la Région et l'approche par secteur et par filière) ;

- de **renforcer la formation des exploitants**, notamment dans la perspective d'une meilleure compréhension du contexte socioéconomique dans lequel l'exploitation se situe ;
- de **renforcer les organisations de producteurs** en matière économique et commerciale, et d'encourager les structures coopératives afin de diminuer les coûts de production et de mieux valoriser les produits ;
- de généraliser et de mieux valoriser la réalisation de stages (hors exploitation familiale) prestés avant la 1^{re} installation. L'objectif est **d'ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes**, plus larges que celles de l'exploitation familiale et d'étendre l'expérience utile avant l'installation ;

2. Soutenir la recherche

L'avenir du secteur agricole passe également par la **recherche**. Dans ce domaine, le PS propose :

- d'intensifier le rôle de la recherche agronomique comme base d'un nouveau modèle agricole. Il s'agit de renforcer le rôle prospectif pour **anticiper les besoins futurs** (concilier les défis : produire plus, mieux, autrement, nouveaux produits, nouveaux services ...) ;
- **d'augmenter la valeur ajoutée en aval de la filière**, en valorisant de façon optimale le potentiel de la **biomasse** agricole (nouvelles filières, énergies renouvelables, « nouvelles molécules » ...) ;
- de contribuer au développement des **biocarburants de 2^e génération**, tout en examinant si la totalité du processus **rencontre les objectifs de durabilité** ;
- d'investir dans les aliments bénéfiques pour la santé (oméga 3 ...) ;
- de mettre en place, avec les autorités fédérales, un **dispositif d'évaluation de la pertinence socio-économique et environnementale des OGM**.

3. Développer une véritable politique de promotion des produits wallons

Le PS souhaite aussi développer une véritable politique de promotion des produits wallons. Pour y parvenir, il propose :

- de renforcer les relations entre agriculteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs via une plus grande transparence des filières, des actions coordonnées, le développement des circuits courts, la promotion de la consommation responsable, notamment dans les cantines scolaires et dans les Administrations publiques (consommation de produits de saison, produits locaux ...) ;
- d'améliorer la **transparence des filières** en privilégiant **l'identification** et la **traçabilité** des produits ;

- de renforcer l'identification et la **notoriété des produits wallons**, d'étendre leur part de marché et leur consommation en développant une politique reposant sur une stratégie cohérente, comprenant des outils efficaces au plan marketing et bénéficiant d'un financement stable ;
- de **coordonner** la politique de promotion interne des produits avec la politique internationale de promotion des **exportations**.
- Une attention particulière sera également apportée à **l'agriculture biologique** afin de renforcer les filières de transformation et de commercialisation. L'agriculture biologique répond en effet à un segment de marché pour lequel il existe une demande qu'il convient de valoriser.

4. Garantir la survie du modèle agricole wallon dans le contexte mondial et européen

Au niveau **européen**, en ce qui concerne la Politique agricole commune, les principes suivants guideront l'action du PS :

- défendre le **rôle régulateur des pouvoirs publics** pour tenter de diminuer les disparités internes, en défendant le concept d'agriculture familiale ;
- maintenir des **mécanismes régulateurs de l'offre** qui contribuent à la stabilité des revenus agricoles car tout démontre que laisser au marché le soin d'équilibrer seul l'offre et la demande accentue inévitablement le fossé entre les plus forts et les plus fragiles ;
- prohiber les instruments pouvant porter préjudice au développement des Pays moins avancés.

Au niveau **wallon**, le PS propose :

- de favoriser une **meilleure répartition des aides** entre exploitations et d'instaurer une dégressivité ou un plafonnement des aides en fonction de la dimension économique des exploitations ;
- de **renforcer les exigences de développement durable dans les conditions d'octroi des aides**, notamment en tenant compte de nouveaux défis environnementaux, climatiques et énergétiques ;
- dans un souci d'assurer la succession des exploitants en place, de prendre en considération de façon prioritaire les exigences spécifiques des jeunes agriculteurs en phase d'installation dans la répartition des aides ;
- de **rationaliser les contrôles** en tenant compte de la restructuration des services régionaux de l'agriculture et de l'environnement ;
- d'améliorer significativement les modalités d'octroi et de gestion des aides à l'investissement afin d'assurer une adéquation avec les besoins réels de l'exploitation.

Propositions du PS en matière de protection de la biodiversité et de la nature

L'objectif fixé par l'Union européenne est d'enrayer le déclin de la biodiversité d'ici 2010. Force est de constater que ce but ne sera pas atteint. La protection de la biodiversité nécessite dès lors la mise en œuvre de nouvelles stratégies de développement du milieu naturel.

- Programme Natura 2000 et réserves naturelles : outils majeurs pour enrayer la perte de diversité. L'objectif est de préserver certaines espèces ainsi que les milieux naturels qui les abritent et leur permettent de se développer harmonieusement. Des zones ont été désignées selon des critères précis et font l'objet de soins particulièrement attentifs. Le réseau Natura 2000 couvre actuellement 13 % du territoire wallon. Il s'agit de renforcer les efforts en faveur de la gestion de ces espaces naturels ;
- Prise en compte de la nature dans la gestion agricole : il est indispensable de créer un réseau de milieux naturels favorables au développement de la faune et de la flore au sein de l'espace agricole. La Région wallonne peut promouvoir cela en concluant des contrats avec les agriculteurs sur la base desquels ces derniers s'engageraient à développer un ensemble de pratiques propices au développement et à la préservation de l'environnement. Ces contrats doivent être liés à des aides financières permettant d'atteindre les objectifs définis ;
- Mieux protéger la forêt en améliorant sa gestion : la forêt wallonne couvre environ 550 000 hectares. Elle est caractérisée par un grand morcellement qui implique des capacités de gestion très différentes pouvant avoir une répercussion non négligeable sur l'économie forestière ;
- Encourager une chasse respectueuse des écosystèmes : la Région wallonne connaît une modification importante de sa diversité faunique. La surdensité du grand gibier (cerfs, sangliers et chevreuils) provoque une diminution de la diversité des espèces présentes en forêt. Elle génère en outre des pertes économiques conséquentes (dégâts et coûts liés aux protections) ;
- Promouvoir une pêche durable, constituant à la fois une activité de loisir et un mode d'exploitation des ressources des écosystèmes aquatiques.

Pour y parvenir et de manière générale, le PS propose :

- d'assurer la formation de scientifiques et techniciens compétents capables de mettre en œuvre et assurer le suivi des programmes proposés ;
- d'amplifier et améliorer les actions de sensibilisation relatives à la biodiversité auprès du grand public.

Concernant Natura 2000, le PS propose :

- de poursuivre la mise en œuvre du décret Natura 2000 en élaborant les arrêtés de désignation spécifiques à chaque site et leurs contrats de gestion ;
- de veiller à ce que les sites désignés soient adéquatement gérés ;

- d'accroître les investissements dans les zones protégées ;
- d'impliquer les communes dans la gestion urbanistique des sites Natura 2000 ;
- de mieux sensibiliser les propriétaires des zones protégées sur l'enjeu important de Natura 2000 ;

Concernant le monde agricole, le PS propose :

- d'encourager, dans les surfaces agricoles, l'aménagement de parcelles favorables à l'environnement et à la biodiversité, afin de soutenir leur mise en réseau ;
- de former les agriculteurs aux techniques intégrant l'environnement, en commençant par l'agronomie et les sols ;
- d'interdire la fertilisation et les pesticides sur une bande de deux mètres le long des cours d'eau, des fossés et des haies ;
- d'améliorer et de promouvoir les jachères faune flore ;
- d'encourager les fauches tardives ;
- de procéder, en collaboration avec les acteurs du secteur agricole, à une évaluation des mesures agri-environnementales, de mettre en œuvre un guide des bonnes pratiques et d'utiliser le remembrement agricole comme véritable outil de préservation de la biodiversité.

En ce qui concerne les écosystèmes forestiers, le PS propose :

- de mettre en œuvre une politique de répression des coupes de bois illégales ;
- de soutenir et sensibiliser les communes et les propriétaires privés à la certification PEFC (certification relative à la gestion durable des forêts) ;
- de continuer la lutte contre les espèces invasives dévastatrices des forêts feuillues et résineuses ;
- d'aider les propriétaires forestiers à régénérer la forêt avec des essences à haute valeur économique et adaptées aux conditions stationnelles, c'est-à-dire liées aux sols et aux conditions climatiques ;
- de faire de l'Office du bois un élément central de la politique de valorisation du bois ;
- de veiller à ce que le bois utilisé comme source d'énergie alternative soit à faible valeur économique. En effet, le développement de la filière bois/énergie ne doit pas se faire au détriment du reste de la filière bois.

En matière de chasse, le PS propose :

- de développer, en collaboration avec les conseils cynégétiques, des outils de réel contrôle des densités tolérables de grands ongulés en fonction des impératifs de maintien d'une forêt durable confrontée aux menaces du changement climatique ;

- d'adopter des plans de tir pour les sangliers afin d'aboutir à leur diminution ;
- d'assurer un équilibre durable faune-flore en renforçant l'attractivité des lieux de gagnages naturels et aménagés. Les aménagements de gagnages permettent de créer des sites forestiers propices au nourrissage de certaines espèces (plantations de saules ...), évitant la déprédation d'autres parties de la forêt ;
- de privilégier, pour le petit gibier, la restauration des habitats en collaboration avec les agriculteurs et assurer un meilleur équilibre proie-prédateur.

Pour le secteur de la pêche, le PS propose :

- de réformer les instances halieutiques, c'est-à-dire liées aux techniques et aux disciplines de la pêche, dans le contexte de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et de la gestion par sous-bassins ;
- de revoir la loi sur la pêche en vue de promouvoir une pêche plus respectueuse du milieu naturel (opérer des prélèvements variables en fonction de ce que l'écosystème peut supporter, veiller à ce que les actions de repoissonnement ne perturbent pas l'équilibre naturel...) ;
- de mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur afin de financer le repoissonnement des rivières visant à compenser la perte de production suite à des faits de pollution ;
- de renforcer et améliorer la promotion, la sensibilisation et l'information dans le domaine halieutique et en particulier à l'égard des jeunes (maisons et écoles de pêche, conditions d'agrément) ;
- de favoriser les repoissonnements d'espèces indigènes de qualité (aides à la pisciculture...) ainsi que la restauration des milieux aquatiques ;
- de concrétiser les objectifs liés au développement de la pêche dans le cadre de la mise en œuvre de plans de gestion piscicole.

Propositions du PS en termes de nouvelles technologies et de leur impact sur l'environnement et la santé

Si les nouvelles technologies sont sources de progrès et de bien-être, elles suscitent parallèlement des interrogations légitimes. Les questions liées à l'utilisation à grande échelle des substances chimiques et des pesticides, des ondes électromagnétiques, des nanotechnologies ou encore des OGM interpellent. Les effets d'exposition répétée et continue à de faibles doses à un nombre croissant de facteurs de risques sont préoccupants, pour la santé et pour l'environnement.

Concrètement, le PS propose :

- de faire prévaloir le principe de précaution ;
- de lancer une véritable stratégie régionale globale sur la santé environnementale ;
- d'investir dans la recherche pour pouvoir récolter des données de santé environnementale (exposition, impact) ;
- de développer des plans d'actions spécifiques pour les diverses nouvelles technologies pour lesquelles le besoin se fait sentir.